

Comme on peut le voir à la page 6625 du *hansard* du 6 mai 1970, le député de Marquette (M. Stewart) avait demandé quels groupements de producteurs avaient été consultés avant le lancement du programme LIFT. Le ministre avait répondu que les Syndicats du blé de l'Alberta et de la Saskatchewan, le Syndicat des éleveurs du Manitoba, la Fédération canadienne de l'agriculture et le Syndicat national des agriculteurs avaient été consultés. Le ministre ajoutait:

Toutes les personnes consultées ont exprimé leur appui à la version finale de l'opération LIFT en tant que programme nécessaire de réduction des stocks pour placer l'industrie des céréales de l'Ouest sur une base solide en vue des programmes et des politiques à long terme de cette industrie.

Au cours de mes entretiens avec ces groupements de producteurs, j'ai appris qu'on les avait mis devant le fait accompli. Le programme était à prendre ou à laisser. Il n'était pas question de le modifier. Si l'on entend agir de même avec ces mesures habilitantes, les producteurs qui s'intéressent de près à la question—et particulièrement pour ce qui est de confier la vente du colza à la Commission du blé—sont en droit d'avoir certaines appréhensions. Je demande au ministre, au cas où le gouvernement estimerait souhaitable de faire relever ces grains de la Commission du blé, si on donnera au Parlement l'occasion du blé—sont en droit d'avoir certaines appréhensions de débattre cette proposition ou sera-t-elle mise en vigueur, comme le disait le député de Mackenzie, de la même manière que la loi sur les mesures de guerre?

La majorité des producteurs s'inquiètent beaucoup de savoir si les grains seront englobés par cette mesure. En fait, cette éventualité a déjà eu un effet néfaste sur le marché. Le ministre sait parfaitement que l'Ouest est redevable au colza de l'une de ses principales récoltes. Son expansion a été phénoménale et sa commercialisation a atteint des résultats fantastiques. Depuis trois ans les superficies productrices de colza et la production doublent d'une année sur l'autre. Aucun problème de commercialisation ne s'est posé. C'est un des éléments de la production agricole de l'Ouest dont la transformation en argent comptant ne présente aucune difficulté. Le bétail en est un autre. Ce sont le colza et le bétail qui soutiennent l'économie agricole de l'Ouest à une époque où l'agriculture souffre de très graves problèmes.

● (8.30 p.m.)

La mesure dont nous sommes saisis confère au gouverneur en conseil le choix de faire rentrer ces grains à sa discrétion dans le cadre de l'office de commercialisation du gouvernement et nous savons fort bien, naturellement, ce que le ministre de l'Agriculture (M. Olson) aurait voulu faire de l'industrie bovine. Il n'a pas jugé bon de présenter l'amendement voulu pour l'exclusion des bestiaux. Voilà maintenant que les éleveurs de porcs veulent en être exclus. Nous savons bien que la réussite commerciale de ces deux denrées vient de ce qu'elles n'ont pas été l'objet d'ingérence gouvernementale. Je crois que les producteurs ne veulent pas que le gouvernement s'en mêle.

Il y a eu, certes, des difficultés de commercialisation, mais elles sont loin d'atteindre les proportions des problè-

mes qui se sont posés pour les céréales dont la vente relève de la Commission du blé. Bien souvent, les décisions qu'on prend à l'égard des ventes et de la politique des ventes ne s'inspirent pas des considérations économiques du moment. Beaucoup d'entre elles sont plutôt des décisions politiques. Le marché du colza étant resté stable, les producteurs ne veulent absolument pas voir passer le colza sous la férule de la Commission du blé.

J'en viens ainsi aux observations du ministre sur le succès réalisé dans la vente du blé. En présentant le bill, l'honorable député a parlé du programme dynamique de la Commission du blé, de la recrudescence des ventes et de leur nombre fantastique. Il me paraît clair que les résultats n'ont pas correspondu aux prévisions optimistes de Perspectives de 1971, par exemple, d'après lesquelles le chiffre de vente s'établirait à quelque 500 millions de boisseaux de blé.

Si nous consultons les mini-Perspectives de mars 1971, nous y relevons que le maintien de la politique d'exportation plus concurrentielle du gouvernement en 1970-1971 devrait assurer des ventes de l'ordre de 350 à 400 millions de boisseaux. Nous arrêtant sur le chiffre plus élevé de 400 millions, nous constatons un fléchissement par rapport à l'objectif projeté de 100 millions de boisseaux. Je n'ai qu'à vous rappeler, monsieur l'Orateur, que nous avons vendu l'an dernier 347 millions de boisseaux et l'autre année, 306 millions. Donc, si vous comparez l'excédent du Canada au degré de publicité accordée vous vous apercevez que l'accroissement des ventes ne veut réellement pas dire grand-chose et, naturellement, l'augmentation enregistrée n'a pas rapporté de grands bénéfices financiers aux cultivateurs.

L'opposition n'a pas cessé de rappeler au ministre que notre rendement en matière de commercialisation laisse à désirer. Il est intéressant de noter que cette opinion n'est pas uniquement celle de l'opposition. Les journaux agricoles de l'Ouest répètent que les importantes ventes de blé annoncées ne s'effectuent pas. Je me reporte à la page six du *Free Press Weekly* du 15 mai. Je n'ai pas l'habitude de citer de longs extraits, mais je me crois justifié de le faire dans le cas présent. Cet article, intitulé «A Big Selling Job Ahead», présente un intérêt particulier parce que le ministre a accusé les députés de l'opposition de déprécier un gigantesque effort de vente. Je me rends compte que le ministre a fait un effort. Il a accompli beaucoup de sa propre initiative. Ce que je désapprouve c'est la propagande trompeuse qui a fait naître un optimisme injustifié. L'article débute par une question:

A en juger par les neuf premiers mois de la campagne agricole en cours, peut-on dire que les prédictions quant à des exportations sans précédent de grain, le blé compris, se sont réalisées? Il faut répondre par la négative.

L'hon. M. Lang: Le député me permet-il une question? Peut-il me dire où le ministre ou tout autre porte-parole du gouvernement a prédit que les exportations de blé dépasseraient un total allant de 400 millions de boisseaux ou davantage aux 700 millions prévus? Je n'assume pas la responsabilité des propos des journalistes. Je parle de ce que le ministre ou le gouvernement aurait dit.

M. Mazankowski: La nouvelle a fait grand bruit.